



Taux actuels de **d'émaciation** : 2.9% **retard de croissance** : 23.5% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 9.7%

Source : Gouvernement zimbabwéen (MICS, 2019)

Bons résultats

- Zimbabwe : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Zimbabwe : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018-2019.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Zimbabwe : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Zimbabwe : 93.3% des femmes de 15 à 49 ans ont réitéré vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2019.
- Zimbabwe : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (4% des dépenses publiques en 2019) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Zimbabwe : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Zimbabwe : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Zimbabwe Medium Term Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Zimbabwe : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Zimbabwe : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 40 % des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (36.7% en 2019) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Zimbabwe : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (48.7% en 2019) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	4%	2019	24e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	15.2%	2017	1er
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2019	21er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2019	20e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	48.7%	2019	34e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	25e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2016	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	9e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	16e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	40%	2018	35e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	77.1%	2019	29e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	36.7%	2019	21er
Visites médicales pour les femmes enceintes	93.3%	2019	20e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2011-2015	39e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2019	33e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018-2019	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel